

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIVISION DES FINANCES PUBLIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF ECONOMIC AFFAIRS

PUBLIC FINANCE DIVISION

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN MARS 2017

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) l'amorce du redressement de l'économie mondiale, après une année 2016 morose, suite à un regain de l'activité dans les pays avancés tiré par les États-Unis. La prévision de croissance de l'économie mondiale est de 3,3% pour l'année 2017, après 3% en 2016 ; (ii) de grandes incertitudes qui menacent de faire dérailler la croissance mondiale, notamment la montée du protectionnisme commercial aux États-Unis, et les risques de changement d'orientation politique en Europe ; (iii) la hausse en glissement annuel des cours mondiaux du pétrole de 57,3% ; (iv) la dévaluation compétitive du "NAIRA" qui a détérioré les termes de l'échange du Cameroun avec le Nigéria ; (v) la persistance de l'appréciation du dollar américain par rapport l'euro, qui entraîne le renchérissement des importations et de la dette publique du Cameroun libellée en dollars (environ 40% de l'encours).

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) une décélération de la croissance économique, qui est estimée à 4,7% en 2016 contre 5,8% en 2015 ; (ii) la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) bilatéral relatif au démantèlement tarifaire des produits en provenance de l'Union européenne ; (iii) les perturbations d'activités enregistrées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest ; et (iv) la poursuite de la lutte contre le terrorisme de la secte BOKO HARAM et l'insécurité dans la région de l'est.

S'agissant des cours des principaux produits exportés au premier trimestre 2017, hormis ceux du cacao qui ont chuté, ils ont connu de fortes hausses par rapport au premier trimestre 2016. Le cours moyen du caoutchouc naturel s'établit à 402,1 cents/kg, enregistrant une hausse de 82,7%. Les cours moyens des cafés robusta et arabica progressent respectivement de 34,6% et 21,3% et s'élèvent à 110,5 cents/ib et 144,8 cents/ib. Ceux de l'aluminium et de l'huile de palme s'accroissent de 22,1% et 19,1% respectivement pour se situer à 1847,8 dollars et 698,9 dollars la tonne. Le cours moyen du coton brut enregistre une hausse de 26,6% pour s'établir à 84,8 cents/ib. Celui du pétrole brut augmente de 57,3% en glissement annuel, passant en moyenne à 54,1 dollars le baril au premier trimestre 2017 contre 34,4 dollars au premier trimestre 2016. Par contre, le cours moyen du cacao baisse de 28,5% pour se situer à 2082,3 dollars la tonne.

En ce qui concerne le budget de l'Etat, les évolutions en recettes et dépenses sont les suivantes :

I- LES RECETTES BUDGETAIRES

Les recettes budgétaires internes ont été recouvrées au cours du premier trimestre de l'exercice 2017 à hauteur de 701,3 milliards, en diminution de 38,4 milliards (-5,2%) par rapport à la même période de l'exercice 2016 où elles se situaient à 739,7 milliards. Cette baisse est essentiellement attribuable aux recettes non pétrolières.

Les emprunts et dons s'élèvent à 182,9 milliards au premier trimestre 2017 contre 139,6 milliards au premier trimestre 2016, soit une augmentation de 43,3 milliards (+31%) entre les deux périodes. Cette augmentation résulte principalement d'une hausse de 42 milliards des décaissements effectués au titre des conventions de prêt signées avec les banques locales dans le cadre du financement des projets du Plan d'Urgence Triennal (PLANUT).

S'agissant des prévisions, l'objectif trimestriel des recettes budgétaires totales fixé à 1033 milliards n'a pas été atteint. Les recouvrements se situent à 884,2 milliards, correspondant à un taux de réalisation de 85,6%. Cette sous performance est imputable à la fois aux recettes internes et aux emprunts et dons. En effet, les recettes budgétaires internes affichent un taux de réalisation de 88% par rapport aux 796,7 milliards d'objectif trimestriel. Les emprunts et dons présentent un taux de réalisation de 77,4% par rapport aux 236,3 milliards de prévision trimestrielle.

Par rubrique de recettes, les évolutions se présentent comme suit :

1- Les recettes pétrolières se chiffrent à 83,9 milliards à fin mars 2017, en hausse de 29,7 milliards (+54,8%) par rapport à fin mars 2016 où elles étaient de 54,2 milliards, essentiellement du fait de la hausse en glissement annuel des cours mondiaux du pétrole. Elles comprennent 80,4 milliards de redevance pétrolière SNH et 3,5 milliards au titre de l'IS pétrole. Par rapport aux 80 milliards de prévision trimestrielle, elles enregistrent un taux de réalisation de 104,9%.

2- Les recettes non pétrolières passent de 685,5 milliards à fin mars 2016 à 617,4 milliards à fin mars 2017, soit une diminution de 68,9 milliards (-9,9%) entre les deux périodes. Par rapport aux 716,7 milliards de prévision trimestrielle, elles sont en retrait de 99,3 milliards, soit un taux de réalisation de 86,1%. Cette sous performance s'explique par le recul des recouvrements des recettes des impôts et taxes, des recettes douanières et des recettes non fiscales. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

a)- Les recettes des impôts et taxes recouvrées au terme du premier trimestre 2017 s'élèvent à 447,6 milliards contre 468,9 milliards au premier trimestre 2016, soit une baisse de 21,3 milliards (-4,5%). Par rapport aux 489,2 milliards attendus au cours du premier trimestre 2017, elles sont en retrait de 41,6 milliards, soit un taux de réalisation de 91,5%. Cette sous performance s'observe principalement au niveau de l'impôt sur les sociétés non pétrolières et de l'IRPP qui diminuent de 27 milliards et 24,5 milliards respectivement. La sous réalisation observée au niveau de l'IS non pétrole s'explique principalement par la baisse des soldes d'IS d'environ 28 milliards. Par contre, la TVA et la TSPP augmentent respectivement de 12,8 milliards et 2,3 milliards.

Pour inverser cette tendance durant le reste de l'année et permettre la réalisation de l'objectif annuel en matière d'impôts et taxes, une stratégie de rattrapage a été mise en place. Elle consiste à : (i) renforcer l'activité d'apurement des arriérés au 31 décembre 2016; (ii) mettre en œuvre les contrôles conjoints DGI-DGD ; (iii) exploiter les résultats des enquêtes menées au cours de l'exercice 2016 pour améliorer les résultats du contrôle fiscal, notamment au niveau des grandes entreprises ; (iv) améliorer les versements spontanés dans les Centres des Impôts de Moyennes Entreprises (CIME) ; et (v) optimiser la mobilisation des impôts et taxes payés par le budget de l'Etat.

b)- Les recettes douanières se chiffrent à 144,3 milliards à fin mars 2017 contre 176,5 milliards à fin mars 2016, soit une baisse de 32,2 milliards (-18,2%) en glissement annuel.

Par rapport aux 197,5 milliards prévus au premier trimestre 2017, elles sont en retrait de 53,2 milliards, soit un taux de réalisation de 73,1%. Les recouvrements des droits de douane reculent de 12,3 milliards et ceux de la TVA à l'importation de 22,8 milliards.

Pour permettre la réalisation de l'objectif annuel des recettes douanières, des mesures visant le rattrapage ont été prises. Elles concernent notamment le renforcement de l'efficacité des services de contrôle et de recouvrement, ainsi que l'amélioration du suivi des recouvrements des droits et taxes de douanes pris en charge par le budget de l'Etat.

c)- Les recettes non fiscales baissent de 14,6 milliards (-36,4%) et s'établissent à 25,5 milliards à fin mars 2017. Par rapport aux 30 milliards de prévision trimestrielle, elles sont en retrait de 4,5 milliards, soit un taux de réalisation de 85%.

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses budgétaires totales se chiffrent à 735,9 milliards à fin mars 2017 contre 1069,9 milliards à fin mars 2016, soit une diminution de 334 milliards (-31,2%) en glissement annuel. Cette diminution s'observe sur les trois grandes catégories de dépenses à savoir, les dépenses courantes, les dépenses d'investissement, et le service de la dette publique.

Les dépenses budgétaires totales étaient prévues à 982,2 milliards au premier trimestre 2017. Elles ont été exécutées à hauteur de 735,9 milliards, soit un taux d'exécution de 74,9%. Le taux d'exécution des dépenses courantes est de 94,8%, celui des dépenses d'investissement se situe à 47,7%, tandis que le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 70,2%.

Par nature de dépenses, les évolutions sont les suivantes :

1- Les dépenses courantes diminuent de 51,6 milliards (-9,6%) en glissement annuel pour se situer à 488,5 milliards à fin mars 2017. Par rapport aux 515,2 milliards prévus, elles sont en retrait de 26,7 milliards, soit un taux d'exécution de 94,8%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont données ci-dessous.

a)- Les dépenses de personnel baissent de 29,3 milliards (-11,7%) et s'établissent à 221,9 milliards au premier trimestre 2017 contre 251,2 milliards à la même période de l'exercice 2016. Elles sont en retrait de 28,1 milliards par rapport aux 250 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 88,8%.

b)- Les dépenses de biens et services s'accroissent de 4,7 milliards (+2,3%) en glissement annuel et s'élèvent à 205,5 milliards à fin mars 2017. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 118,5% par rapport aux 173,4 milliards d'objectif trimestriel.

c)- Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 61,1 milliards au terme du premier trimestre 2017, régressant ainsi de 27 milliards (-30,6%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Comparativement aux 91,8 milliards prévus, elles enregistrent une sous consommation de 30,7 milliards et un taux d'exécution de 66,6%.

2- Les dépenses d'investissement s'élèvent à 170,2 milliards à fin mars 2017 contre 268,4 milliards à fin mars 2016, soit une baisse de 98,2 milliards (-36,6%) entre les deux périodes. Par rapport aux 357 milliards prévus, ces dépenses sont en retrait de 186,8 milliards, soit un taux d'exécution de 47,7%. L'évolution et les réalisations des différentes composantes des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

a)- Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 65,7 milliards à fin mars 2017, baissant de 88,2 milliards (-57,3%) en glissement annuel. Par rapport à la prévision du premier trimestre 2017 fixée à 200 milliards, elles sont en retrait de 134,3 milliards, soit un taux d'exécution de 32,9%.

b)- Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs sont de 101,3 milliards à fin mars 2017 et diminuent légèrement de 0,9 milliard. Par rapport aux 150 milliards prévus au premier trimestre 2017, leur taux d'exécution est de 67,5%.

c)- Les dépenses de restructuration s'élèvent à 3,2 milliards à fin mars 2017 contre 12,3 milliards à la même période de l'exercice 2016, soit une baisse de 9,1 milliards. Elles sont en retrait de 5,6 milliards par rapport aux 7 milliards d'objectif du premier trimestre, soit un taux d'exécution de 45,7%.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique au premier trimestre 2017 s'élève à 77,2 milliards contre 261,4 milliards au premier trimestre 2016, soit une diminution de 168,7 milliards (-83,7%) en glissement annuel. Par rapport aux 110 milliards prévus, le service de la dette publique est en retrait de 32,8 milliards, soit un taux d'exécution de 70,2%, essentiellement imputable à la dette intérieure.

a)- Le service effectif de la dette extérieure se chiffre à 44,9 milliards à fin mars 2017 contre 63,4 milliards à fin mars 2016, soit une diminution de 18,5 milliards (-29,2%). Son taux de réalisation est pratiquement de 100% et, il n'y a pas accumulation d'arriérés sur la dette extérieure.

b)- Les paiements au titre de la dette intérieure régressent de 165,7 milliards (-83,7%), passant de 198 milliards à fin mars 2016 à 32,3 milliards à fin mars 2017, du fait du paiement exceptionnel par l'Etat d'un montant de 150 milliards en janvier 2016, au titre du crédit relais envers SONARA. Par rapport aux 65 milliards prévus, ces paiements sont en retrait de 32,7 milliards, soit un taux d'exécution de 49,7%.

Afin de permettre une bonne exécution des dépenses tout au long de l'année dans un contexte économique caractérisé par la baisse des revenus pétroliers, des mesures visant le resserrement de la régulation budgétaire et l'amélioration de la qualité de la dépense ont été prises. Elles concernent notamment le renforcement du contrôle de la régularité et de l'effectivité des prestations, ainsi que l'amélioration de la programmation et de l'exécution des marchés publics./ –

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN MARS 2017

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F.	janv-mars 17	janv-mars 17	janv-mars 16		Taux de	Variation	
	2017	Prévisions	Réalisations	Réalisations	Ecart	Réalisation	(c/d)	(c/d)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)=(c-b)	(c/b) (%)	(abs)	(%)
A- RECETTES INTERNES	3143,3	796,7	701,3	739,7	-95,4	88,0	-38,4	-5,2
I-Recettes pétrolières	455,1	80,0	83,9	54,2	3,9	104,9	29,7	54,8
1-Redevance SNH	331,1	80,0	80,4	53,5	0,4	100,5	26,9	50,3
2- IS pétrole	124,0	0,0	3,5	0,7	3,5	-	2,8	400,0
II- Recettes non pétrolières	2688,2	716,7	617,4	685,5	-99,3	86,1	-68,1	-9,9
1- Recettes Fiscales	2519,1	686,7	591,9	645,4	-94,8	86,2	-53,5	-8,3
a- Recettes des impôts et taxes	1719,0	489,2	447,6	468,9	-41,6	91,5	-21,3	-4,5
dont - IRPP	275,8	81,4	56,9	71,1	-24,5	69,9	-14,2	-20,0
- TVA	613,0	138,4	145,4	132,6	7,0	105,1	12,8	9,7
- IS non pétrole	355,0	153,4	126,3	148,7	-27,1	82,3	-22,4	-15,1
- Droits d'accises	195,0	54,7	55,2	54,3	0,5	100,9	0,9	1,7
- Droits d'enreg.et timbre	95,0	22,9	22,7	23,8	-0,2	99,1	-1,1	-4,6
- TSPP	128,0	32,3	29,4	27,1	-2,9	91,0	2,3	8,5
b- Recettes douanières	800,1	197,5	144,3	176,5	-53,2	73,1	-32,2	-18,2
dont - Droit de douane import.	373,1	88,9	69,0	81,3	-19,9	77,6	-12,3	-15,1
- TVA import.	388,5	96,8	64,4	87,2	-32,4	66,5	-22,8	-26,1
- Droits d'accises import.	12,8	4,0	3,5	2,3	-0,5	87,5	1,2	52,2
- Droits de sortie	16,4	4,0	5,2	3,7	1,2	130,0	1,5	40,5
2- Recettes non fiscales	169,1	30,0	25,5	40,1	-4,5	85,0	-14,6	-36,4
B- EMPRUNTS ET DONES	1230,5	236,3	182,9	139,6	-53,4	77,4	43,3	31,0
- Prêts projets	585,0	146,3	97,3	101,4	-49,0	66,5	-4,1	-4,0
- Dons	85,5	10,0	4,0	0,8	-6,0	40,0	3,2	400,0
- Emission des titres publics	300,0	30,0	30,2	28,0	0,2	100,7	2,2	7,9
- Emprunts bancaires	260,0	50,0	51,4	9,4	1,4	102,8	42,0	446,8
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	4373,8	1033,0	884,2	879,3	-148,8	85,6	4,9	0,6
DEPENSES								
I-Dépenses courantes	2059,3	515,2	488,5	540,1	-26,7	94,8	-51,6	-9,6
Dépenses de personnel	998,5	250,0	221,9	251,2	-28,1	88,8	-29,3	-11,7
Dépenses de Biens & Services	693,6	173,4	205,5	200,8	32,1	118,5	4,7	2,3
dont - C2D	12,2	3,1	3,0	0,0	0,0	98,4	3,0	-
Transferts et pensions	367,2	91,8	61,1	88,1	-30,7	66,6	-27,0	-30,6
II- Dépenses d'investissement	1587,0	357,0	170,2	268,4	-186,8	47,7	-98,2	-36,6
Sur financements extérieurs	625,0	150,0	101,3	102,2	-48,7	67,5	-0,9	-0,9
Sur ressources propres.	927,0	200,0	65,7	153,9	-134,3	32,9	-88,2	-57,3
dont - C2D	33,3	8,3	0,0	0,0	-8,3	0,0	0,0	-
Dépenses de restructuration	35,0	7,0	3,2	12,3	-3,8	45,7	-9,1	-74,0
IV- Service de la dette publique	727,5	110,0	77,2	261,4	-32,8	70,2	-184,2	-70,5
Dette extérieure	324,6	45,0	44,9	63,4	-0,1	99,8	-18,5	-29,2
Dette intérieure	402,9	65,0	32,3	198,0	-32,7	49,7	-165,7	-83,7
dont - Amortissement du principal	189,6	11,0	7,1	158,9	-3,9	64,5	-151,8	-95,5
- Remboursement crédits de TVA	110,0	27,0	18,0	22,0	-9,0	66,7	-4,0	-18,2
- Arriérés intérieurs	10,0	2,5	7,2	12,6	4,7	288,0	-5,4	-42,9
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	4373,8	982,2	735,9	1069,9	-246,3	74,9	-334,0	-31,2

Source: MINFI/DAE/FP.